

Un député malien soupçonné de commerce illicite transfrontalier : Cour d'assises / 200 dossiers au rôle

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 26 AOUT 2020

674

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Mountaga
TALL**

**“Le Mali
se construira
aussi avec
le M5-RFP”**



Chute du régime IBK : Le chérif de Nioro tire le chapeau au peuple



Le Mali nouveau : La nécessité de rompre avec la promotion de palais



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Mountaga Tall : « Le Mali se construira aussi avec le M5-RFP »	P.4
Brèves	Transition de 3 ans au Mali : Le CNSP apporte un dementi formel	P.12
	Faits-divers : Sa copine refuse de l'épouser, il glisse du «yamba» à son lieu de travail et appelle la police	P.12
	Le États-Unis remettent timidement le couvert	P.12
	Démission de Ibk au Mali : La BCEAO rouvre ses agences pour la première fois depuis la chute d'IBK	P.13
	Mali : Affrontements meurtriers entre le JNIM et l'EIGS aux environs du Marsi	P.13
	3 000 tonnes de nitrate d'ammonium vers le Mali : Les autorités rassurent	P.13
Actualité	Un député malien soupçonné de commerce illicite transfrontalier : Cour d'assises / 200 dossiers au rôle	P.15
	Mali : Le soutien «aveugle» de la France pointé du doigt	P.16
Politique	Chute du régime IBK : Le chérif de Nioro tire le chapeau au peuple	P.18
	Sommet Cédéao : Les chefs d'état doivent revoir leur copie	P.19
	CNSP : Portrait du président	P.20
	Le Mali nouveau : La nécessité de rompre avec la promotion de palais	P.21
Culture & société	Tombouctou : Voilà comment se passent les travaux d'entretien de la mosquée Djingariber !	P.23
International	La dette publique projetée à 9 176,3 milliards en 2020, Soit 64 % du PIB	P.24
	Côte d'Ivoire : Des sous-officiers stagiaires ont désobéi à l'appel de leurs hiérarchies	P.24
	Jacob Blake : la colère gronde aux États-Unis après une nouvelle bavure policière	P.25
Sport	Eliminatoires de la CAN 2021 et du Mondial 2022 : La CAF dévoile son nouveau calendrier	P.26
	Espagne : Messi déterminé à quitter le Barça !	P.26



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Mountaga Tall : “Le Mali se construira aussi avec le M5-RFP”

Invité par nos confrères de RP-Médias, Me Mountaga Tall, Président du CNID-Faso Yiriwa Ton, membre du Comité Stratégique du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), s’est longuement entretenu avec de jeunes journalistes pendant plus d’une heure d’horloge. Enthousiastes et parfois volontaristes, les jeunes journalistes ont permis à Me Mountaga Tall de s’exprimer sur toutes les questions du moment suite à la démission du Président Ibrahim Bou-bacar Kéita (IBK). Ainsi le Président du CNID-FYT s’est confié sans détours aux nombreux internautes, qui réagissaient en temps réel. Les questions ont essentiellement porté sur l’avenir du M5-RFP, ses relations avec le Co-

mité National pour le Salut du Peuple (CNSP), la place qu’il entend jouer dans la construction du Mali nouveau et l’avenir de Me Tall lui-même.

Me Mountaga Tall a tenu à préciser d’emblée que le rôle joué par le M5-RFP dans la démission d’IBK est primordial et loin d’être terminé. Il a comparé le mouvement à une traversée du fleuve. « Nous ne sommes qu’au milieu du fleuve », dira-t-il, avant de préciser : « Le Mali ne se construira pas sans le M5-RFP ». En effet, les militaires responsables du Comité National pour le Salut du Peuple ont tenu à préciser que l’essentiel de la lutte pour la démission d’IBK a été mené par le Peuple du Mali avec à sa tête le M5-RFP. Cela a été affirmé

le vendredi, 20 août 2020, sur la Place de l’Indépendance à Bamako quand des membres du CNSP sont venus au grand rassemblement organisé par le M5-RFP pour manifester leur solidarité avec le Peuple. Pour Me Tall il s’agit là d’un symbole fort qui préfigure le rôle que devra jouer le mouvement dans la conduite du Mali d’après IBK.

Pourquoi n’y a-t-il pas encore eu de rencontre officielle entre le CNSP et le M5-RFP ? Me Tall a tenu à préciser que le M5-RFP n’est pas de ces regroupements qui sont à la recherche d’une légitimité auprès du CNSP, des gens qui essaient de se positionner dans l’éventualité d’une participation à l’exercice du pouvoir. Car le M5-RFP est déjà une légitimité par l’adhésion populaire au mouvement et par le respect et la reconnaissance que lui porte le CNSP, indique Me Tall. La rencontre entre les militaires et le M5-RFP serait une question de temps qui sera précisée après la sortie médiatique programmée par le mouvement. L’œuvre du M5-RFP, dira Me Tall, est pour le Mali ; c’est pourquoi chacun des leaders du mouvement appartient au Peuple du Mali qui attend des changements profonds pour la reconstruction

du pays. A ce titre Me Tall dira qu'une refondation est nécessaire pour que les partis politiques n'émergent pas au budget national pour le simple fait d'être un parti politique, sans contribuer à l'œuvre de construction nationale.

Préférant attendre la prochaine sortie médiatique du M5-RFP pour dévoiler la feuille de route du mouvement, Me Tall a cependant tenu à préciser un certain nombre de principes de base essentiels pour la marche d'un pays. En premier lieu est la sécurité qui « ne se délègue pas, elle s'assume », dira-t-il. Le Président du CNID-FYT a tenu à préciser que tous ceux qui ont joué un rôle dans le pillage des ressources du pays aient à répondre de leurs actes. Il s'agit là d'un point de vue capital car depuis 1992, des Maliens se sont effrontément enrichis au regard de tous sans qu'aucun ait été inquiété. Les rares individus qui sont passés devant la justice ont été élargis toutes poursuites cessantes. C'est une injustice faite aux Maliens qui mérite d'être corrigée le plus tôt possible. Mountaga Tall se penchera également sur l'école malienne qui est dans une totale impasse. « Rien de ce qui permet l'épanouissement ne peut être obtenu sans l'instruction », déclare-t-il. Il en est de même de la sécurité qui n'est pas assurée au Mali car « les deux-tiers du territoire national échappe à tout contrôle de l'Etat », dit Me Tall pour qui il est urgent de faire face à ces questions essentielles. « L'arbre Mali est devenu sec, il faut l'arracher et planter à sa place un nouvel arbre qui fera de l'ombre aux Maliens », s'est-il exprimé.

S'agissant de l'intervention de la CEDEAO, Me Tall a déploré les maladroites de l'organisa-



tion sous régionale dans la résolution de la crise sociopolitique malienne. Il a surtout dénoncé la tentative faite de détacher l'Imam Mahmoud Dicko du M5-RFP, tentative fort heureusement déjouée par le leader religieux qui a toujours recommandé aux émissaires de prendre langue avec ses alliés. Me Mountaga Tall est convaincu que le M5-RFP est incontournable dans la reconstruction du Mali au même titre que le CNSP. Cette reconstruction ne se fera pas sans difficultés, déclare Me Tall, mais les militaires qui ont parachevé l'œuvre du M5-RFP sont conscients de la réalité de la situation. C'est pourquoi le Président du CNID-FYT est convaincu que le M5-RFP et le CNSP se retrouveront pour convenir de la suite des opérations.

Me Tall se dit conscient des difficultés qui existent au Mali. C'est le cas dans l'agriculture où, selon lui, seuls 10% des terres destinées à la culture du coton ont été cultivées. De l'avis de Me Tall, cette année sera la pire en termes

de résultat dans la culture du coton qui est capital dans l'économie du Mali, notamment dans les recettes budgétaires. A cela s'ajoute le problème des enseignants et ceux des magistrats. Selon Me Tall, les difficultés du Mali ne trouveront pas leurs solutions dans l'immédiat et dans la précipitation. Des difficultés qui existent depuis des décennies et qui ont persisté du fait de la démagogie du défunt pouvoir demandent du temps pour être résolues, selon Me Tall. Le Président du CNID-FYT a tenu à préciser que les difficultés que connaît le Mali depuis des décennies ne sont pas le fait de la démocratie dont l'exercice du pouvoir se limite à la période du 26 mars 1991 au 8 juin 1992, date à laquelle le premier Président démocratiquement élu a pris le pouvoir. Seuls ceux qui ont exercé le pouvoir depuis sont les responsables des dérives constatées et non la démocratie, dira Me Tall.

« La lutte contre IBK est peu de chose face à l'œuvre de construction du Mali », dira Me Tall qui se dit conscient de l'attente du Peuple malien. « A Dieu ne plaise que nous échouions dans notre travail », dira-t-il, car ceux qui ont aidé le M5-RFP à chasser IBK restent vigilants et réagiront de même face à tous ceux qui trahiraient leur lutte. La lutte contre IBK a été menée au risque de la vie de chacun car l'objectif n'était pas une quelconque promotion individuelle mais la reconstruction du Mali. Ainsi Me Tall dira la petitesse de sa personne face à la mission de sauvegarde nationale. Certes il répondra à l'appel pour le Mali mais il a fait la preuve que tel n'est pas son ambition première, a-t-il souligné.

■ Diala Thiény Konaté



Sy Djéneba Djeneba

Quant est ce les maliens vont comprendre que ce n'est pas le moment de critiques mais l'heure de bâtir ?

Défendons les intérêts collectifs et ensemble nous résolvons les problèmes

Le Mali Mon Pays

Il faut que chacun réponde à ses actes. Plus de pitié sinon le pays ne s'en sortira jamais. Vive le Mali



Abdramane Diallo

5 raisons pour soutenir une transition de 3 ans dirigée par les militaires.

Inspirons nous de l'exemple du Ghana.

Jerry Rawlins après avoir renversé le pouvoir politique en 1979 a transféré celui-ci aux civils.

En l'espace de 2 ans, la corruption et la délinquance financière ont pris une proportion beaucoup plus large et sévère qu'elles n'en avaient.

Ce qui l'obligeait à faire un autre putsch en 1981 et instaura un régime d'exception pendant 10 ans avant de démissionner de l'armée pour se présenter candidat aux élections qu'il remportera en 1992 puis en 1997.

On me dira certes, que les pays sont pas les mêmes et que les époques sont aussi différentes mais difficilement on pourra me justifier ce qui différencie le Mali de 2020 au Ghana de 1979 en terme de mauvaise gouvernance ainsi qu'en terme de citoyenneté.

Pour le Mali, une transition de 3 ans est assez raisonnable pour les raisons si après :

1- Si on part du postulat que le coup d'Etat contre le régime IBK n'est que la conséquence de huit (08) années de mauvaise gouvernance, alors il faut éviter de précipiter le retour de l'ordre normal sans poser les vrais jalons pouvant nous permettre d'emprunter le vrai chemin de sortie.

Dans ce contexte, écarter la transition risque de nous être regrettable comme ce fût le cas avec les événements de 2012.

2- Une transition de 3 ans revient à consacrer le reste du mandat de IBK dans un ordre constitutionnel particulier, avec un régime d'exception d'autant plus que la constitution n'est pas suspendue. Ce qui nous permet également de respecter le calendrier électoral prévu pour 2023

3- Aucun gouvernement ou homme providentiel ne peut résoudre les problèmes du Mali même en 10 ans nous en sommes conscients. Cependant, l'organe de direction doit pouvoir poser les jalons d'une sortie de crise autour de certains axes prioritaires.

L'État n'existe plus, il faut le restaurer dans toutes ses composantes. Et pour ce faire 3 années paraissent nécessaires car il faut éviter de bâcler cette transition en faisant des réformattes en lieu et place de véritables réformes sinon elle appellera un 5ème coup d'Etat.

4- Confier la direction de la transition aux civils renvoie à élargir le



fossé de confiance déjà trop grand entre le citoyen et l'homme politique car si nous sommes à ce niveau d'effritement, c'est essentiellement par la faute de l'homme politique classique.

Et rien ne prouve que les acteurs politiques seront unanimes sur le choix d'un président de transition.

L'exemple nous a été donné en 2018 sur la question de la candidature unique lors des élections présidentielles afin de retirer le pouvoir au président par les urnes.

Certes il existe des hommes politiques de grande qualité intellectuelle et morale mais les questions culturelles ou de pratiques politiques leur impose parfois des habitudes moins orthodoxes.

5- Enfin, bien que discutable, selon un adage africain «la tête du lion revient toujours à celui qui l'a tué», les militaires étant les acteurs du coup d'Etat, c'est à eux d'assumer toutes la responsabilité première que cela implique et au peuple de les soutenir.

Il s'agissait ici d'évoquer la durée et le statut de l'organe de direction de la transition.

Quid de la nomenclature du gouvernement transition ?

A suivre!!!

Dieu veuille

Abdoulaye Bah

Très intéressante analyse du Professeur Fomba sur les intentions de la CEDEAO d'imposer un Président

intérimaire à sa dévotion à l'image de Dionkounda Traoré dont la prolongation de mandat leur a permis de faire main basse sur le Mali. Ce schéma ne peut se répéter. Si la junte avait commis l'erreur de signer un accord cadre avec eux, ils vont plonger le Mali dans une crise profonde. La France agit à l'ombre pour avoir un potiche à la tête de la transition pour préserver sa présence omnipotente dans notre pays.

Il faut trouver déjà des bureaux au CNSP qui peut être le site du Haut conseil des collectivités qui sera dissout.

Je suggère à la CNSP de regrouper les prisonniers dans la résidence du Président de l'assemblée nationale qui est proche du Ministère de la Défense. Ils seront bien gardés.

Montrez au peuple ce que vous savez faire. Critiquer, c'est bon mais la balle est dans votre camp. Je vous ai à l'œil.

Koulouba Actu

Les cogitations et supputations vont bon train sur le maillage d'une nouvelle transition, qui est passée de simple schéma hypothétique à la réalité avec le renversement du régime d'IBK par une junte de colonels. Hassimi Goïta et ses compagnons n'ont d'ailleurs pas tardé à évoquer un pouvoir transitoire dès leur toute première déclaration, en indiquant dans la foulée qu'elle pourrait être gérée par un militaire comme par un civil.



K

Il ne fallait pas plus que cette ouverture pour aiguïser les appétits au point d'agacer la junte militaire, qui a dû se fendre d'une déclaration pour mettre en garde les courtisans.

Les cris du cœur en faveur du chef de file de l'opposition ont eu un retentissement très encourageant, la semaine dernière. Une lettre de l'illustre otage est parvenue à sa famille par le biais des services de la Croix Rouge Internationale, prouvant ainsi les signes de vie du président de l'Urd enlevé à Nianfunké en pleine campagne électorale des législatives.



Sisk Dah

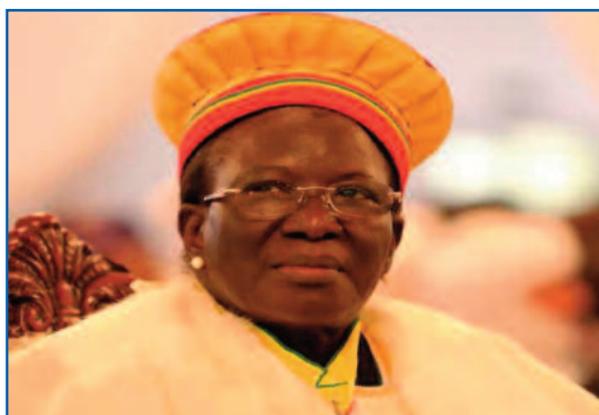


SONSORO tara sorsoro nana guette le mali en période de transition.
 cnsop une semaine seulement d'existence 3 erreurs à éviter.
 3 ans de transition rassure la grande partie des maliens mais pas les partenaires.

Sambou Sissoko



Le constat est vraiment amer !
 1- Le président de la République a démissionné sans aucune contestation de sa base électorale ;
 2- Le Premier ministre a démissionné sans aucune contestation de ses soutiens politiques ;
 3- L'Assemblée nationale a été dissoute sans aucune contestation de la base électorale respective des 147 députés.
 4- Le décret de nomination des membres restants de la Cour Constitutionnelle a été abrogé sans aucune contestation de la part des magistrats...
 Ibrahim Boubacar Keita, Boubou Cissé, Moussa Timbiné, Manassa Danioko...
 4 institutions de la République !
 4 personnalités importantes sensées incarner l'État du Mali!
 Franchement quelque chose ne va pas dans ce pays. Le Peuple souverain ne se reconnaît plus à travers ses représentants qu'il a désigné. Que s'est-il passé pour qu'on en soit là ? Les cadres politiques de ce pays doivent diagnostiquer le mal Mali en profondeur afin que la politique puisse retrouver ses lettres de noblesse dans notre pays.



Aucun malien ne connaît la quantité exacte d'or extrait de nos sous-sol par an. Même le président de la République!

Seydou Oumar Traoré



IBK sera maintenu en résidence surveillée conformément à la volonté du CNSP. Ses voyages médicaux seront négociés. Source : CNSP

Urgent : La CEDEAO vient d'alléger les restrictions financières. Les traitements des salaires ont repris. Source : CNSP

Boubou Cissé a contribué à plonger IBK avant de venir se positionner en innocent

La crise politique soldée par le coup de force qui vient de remporter le président IBK avait connu son épilogue. De la demande de démission du Président IBK, exigée par les contestataires (M5 RFP et une partie même de ce qu'ils appelaient majorité), à la demande de Premier Ministre de pleins pouvoirs puis de l'acceptation d'un premier Ministre consensuel, beaucoup de concessions avaient été faites pour permettre une sortie honorable pour l'ancien Président de la République. Mais Boubou Cissé a constitué le gros blocage.

Quand à la demande de la CEDEAO, les députés contestés avec à leur tête Moussa TIMBINE, refusaient de démissionner. Cela a mis l'ancien président de la République en difficulté car même son supposé fils, propulsé à cette hauteur inexplicable, refusait de céder, lui qui lui devait cette promotion inespérée. La démission de son faiseur de roi, son ami Karim Keita, le fils de l'ancien Président, de la prestigieuse présidence de la commission défense devait être un déclic pour TIMBINE et sa bande. Mais cela n'a rien changé à leur détermination de s'accrocher aux délices auxquels ils venaient tous de goûter. On pouvait pourtant tolérer un peu cette infidélité car ils se disent élus à la base comme argument même si c'était mal élus.

Mais là où la surprise est venue, c'est le refus de BOUBOU CISSÉ de démissionner pour décanter la situation d'agonie de la République. En effet, le Général Moussa Diawara, premier conseiller stratégique du Président IBK, avait demandé à Boubou Cissé de démissionner pour mettre le vieux à l'aise car tel qu'il connaissait IBK et sa fidélité dans ses relations, le déclic ne pouvait venir que de l'ancien PM. Boubou Cissé avait promis de démissionner mais 3 fois, il ne s'exécutait pas jusqu'à la dernière sortie du M5 au Boulevard de nouveau. Mieux Boubou Cissé avait depuis cette demande répétée, commencé à combattre Moussa Diawara. C'est son fort, ceux qui le conseillent véridiquement sont considérés par lui comme ses ennemis.

Cela avait conduit à l'impasse car même le parti présidentiel voulait le départ de Boubou Cissé et l'a publié dans un mémorandum. Mais rien n'est fait, Boubou Cissé c'était accroché et avait misé gros dans la communication et les combines pour masquer ce déluge. Des pages Facebook avec des noms fictifs étaient créés et utilisées pour la cause pendant que le pays plongeait par le manque de gouvernement et de solutions de sorties. Le chaos devenait la normale tant que lui, Boubou restait à la primature, tout le reste était secondaire. Voilà que ce tohu-bohu, un groupe de militaires intervient dans la matinée du 18 août 2020. BOUBOU Cissé est informé par ses services de sécurité que l'aéroport est bouclé, le commandement renversé

ainsi que des ministres de son gouvernement. Tellement accrocheur, il se fend d'un communiqué appelant la junte au dialogue. Mais peine perdue. Il se résigne à aller se mettre à l'abri dans le bunker chez le IBK car sachant que sa sécurité peut être garantie seulement à cet endroit. La suite on la connaît.

En clair, Boubou Cissé a été le vrai problème du défunt régime car après avoir cristallisé la tension avec les syndicats, il a creusé un grand fossé entre le président et ses soutiens politiques, ainsi que le peuple par son incapacité à conduire sagement les affaires publiques. L'histoire retiendra que, tellement carrent, il est le premier Ministre qui en plus d'un an de gouvernance à la primature, n'a pas pu présenter une DPG devant la représentation nationale. C'est malheureux.

Seydou Oumar Traoré, journaliste analyste.



Sputnik France



Sur le conseil de «juristes-tailleurs» dévoués, des dirigeants ouest-africains s'abonnent aux modifications constitutionnelles pour s'éterniser au pouvoir au terme de leur mandat. Une trouvaille qui semble se substituer aux coups d'État en contournant les dispositions de la charte fondamentale, avec le risque de soulèvements populaires.



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO



MA RÉPONSE PERSONNELLE À CEUX QUI ME POSENT DES QUESTIONS SUR LA TRANSITION AU MALI
Homme pour relever les défis, Je voudrais être avec l'imam Dicko et ses frères dans leur combat de Recherche de Paix entre maliens, Incha Allah !

La recherche de la vraie réconciliation au Mali.
MON PROCHAIN COMBAT OU MON SOUHAIT :

Que chaque malien aille et revenir partout au mali sans être inquiété!
LA PAIX AU MALI : C'est le prochain défi à relever coûte que coûte !

Paul Diarra



UN COMBAT MUSCLÉ: Deux Maîtres sur le Ring
Maître Kassoum Tapo indexe Maître Aly Bathily.
Maître KASSOUM TAPO, dans une interview dénonce un comportement vicieux de Maître Aly Bathily ancien ministre de la justice également du domaine foncier et de cadastre sous le régime d'Ibrahim Boubacar Keita.

Maître Tapo, nommé récemment ministre de la justice du gouvernement Boubou Cissé. Maître TAPO évoque l'abondance ne pas regretter d'avoir participé dans le gouvernement qui n'a duré que quelques jours avant le coup d'Etat du 18 Août 2020 tant Ministre de la Justice.

Lors de son interview Maître Tapo dicit : "Maître Aly Bathily a volé, maintenant qu'il n'a plus rien il a demandé à rencontrer le président Ibrahim Boubacar Keita qui lors de leur rencontre lui a remis dix millions de France CFA sous l'effet de cet argent il quitta le domicile du président en y laissant son sac et son portable. Les vidéos sont là, et les militaires ont demandé 3 ans de transition, d'accord allons vers cette transition pour que le malien puisse retrouver sa dignité et son honneur et ensuite aux élections. Vous vous rendez compte que tous ceux qui demandent la transition ne vont récolter que les 1% et le 2% des élections" Ainsi Maître Tapo traduit Maître Mohamed Aly Bathily de tel,

Une accusation qui surprend l'opinion nationale.

Comme évoqué dans ces propos Maître Tapo aurait des pièces à conviction pour prouver la véracité de ces faits. Rappelons que Maître Aly Bathily avait annoncé qu'il était aller à la rencontre du président Ibrahim Boubacar Keita à la demande de celui-ci pour qu'ils échantonnent sur la situation actuelle du pays et qu'il lui avait fait appel de part son expertise en matière de droit et de la constitution pour pouvoir relever l'ancienne présidente de la cour constitutionnelle et les autres membres. De ce fait un doute plane sur les deux versions. Elles se conjugent-elles? Bathily a été sollicité par le Président démissionnaire IBK ou c'est le contraire? Aussi si les vidéos existent et si elles sont en possession de Maître Tapo pourquoi tarderait-il à les divulguer? Maître Bathily était l'un des leaders du mouvement du 5 Juin (M5 RFP) un mouvement qui revendiquait sans relâche la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita jusqu'à son accomplissement par les militaires ce 18 Août dernier.

Tout compte fait, Maître Bathily à tous les droits et choix de se défendre..

Une Affaire à suivre....

Djibril K. Keita (Journaliste Présentateur)



PINAL



Communique sur le transport du nitrate d'ammonium au Mali !

Le Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine constate, depuis un certain temps, que des informations sur les réseaux sociaux font allusion au transport de nitrate d'ammonium au Mali et à son impact sur la sécurité des populations.

Le Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine rassure les populations que le transport de ce produit, qui est une commande habituelle des sociétés minières pour des besoins d'utilisation dans les carrières, est fait en parfaite conformité avec les règles de transport de marchandises dangereuses : confinement propre, discrimination avec d'autres produits sur le même espace et entreposage sur une plateforme à l'air libre.

En 2018, plus de 19 000 tonnes de nitrate d'ammonium ont été acheminées au Mali à partir des Entrepôts maliens au Sénégal et au Ghana. En 2019, ce sont plus de 21 000 tonnes du même produit qui ont été acheminées à partir du port de Dakar.

Cette année, il est prévu l'acheminement de 12 700 tonnes de nitrate d'ammonium sur lesquelles 700 tonnes ont été évacuées à la date du 23 août 2020 au profit de la compagnie MAXAM pour les mines d'or de Loulou et Goungoto.

Le Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine sait compter sur la bonne compréhension de tous.



Une Transition de 18 mois sous:

- Une Assemblée Constituante de 200 mandataires nationaux;
- Un Gouvernement de Transition de 22 membres;
- Un Cadre National de Mediatrice socio-politique de 10 membres, dirigé par l'Imam Mahmoud Dicko;
- Un Mécanisme National conjoint de Defense et de sécurité basé à Mopti;
- Une Haute Autorité en charge de la Coordination de la mise en œuvre de l'APR au Mali issu du processus d'Alger basée à Tombouctou;
- Un Panel d'experts en charge des réformes politico-institutionnelles et sécuritaires.

Qu'en dites-vous?
Attaye Ag Mohamed.



Demeleaks

RÉTRO : 25 Août 2017-25 Aout 2020
Élevé dans une Culture de grandeur nationale , le president IBK devrait nous délivrer de cette hantise de rébellion perpétuelle. Hélas, il a fait exactement le contraire...



Avec Ibrahim Boubacar Keïta, c'était le fracas des mots inutiles et inoubliables de 04 dictionnaires posés à même le bureau. Adieu le renégat .

Jeune Afrique



[Tribune] La perspective d'élections rapides est le moyen le plus sûr de faire ressortir ce que chacun des acteurs politiques maliens a de plus antinomique à l'intérêt général.



La crise malienne montre que des questions cruciales ont été éludées dans le débat autour de la souveraineté des États et du franc CFA.

Un premier round de négociations entre les putschistes et la Cedeao s'est achevé à Bamako le 24 août, sans qu'un accord global n'ait été trouvé au sujet d'une transition. Jeune Afrique vous en dévoile les coulisses.



La Banque centrale explique avoir fermé trois jours ses agences pour des raisons de sécurité, après le coup d'État intervenu dans le pays le 18 août.

Le Résumé



Les attentes du cnspp sur la levée des sanctions évoquées lors des échanges
Selon le Colonel -major Wague, Porte-parole du CNSP, l'autre point de discussion avec la médiation « était de demander que les conditions de sécurisation de M. Ibrahim Boubacar Keita soient allégées et qu'il soit autorisé à aller se soigner. Ce point de discussion a été accepté. Donc il pourra aller se soigner et revenir quand il veut. » a-t-il dit à la presse.
« En ce qui concerne la transition proprement dite, dans la mesure

où « M. Ibrahim Boubacar Keita a démissionné et qu'il a dit clairement son intention de ne plus revenir au pouvoir », la prochaine étape consiste donc à « mettre en place une équipe de transition ». Mais rien à ce propos n'a été arrêté selon le porte-parole du CNSP.

Pour Goodluck Jonathan, « le devoir de la CEDEAO est de faire comprendre à tous qu'il y'a un protocole dans la région. Et ce protocole s'applique quand nous ne sommes pas dans une situation normale. J'ai porté à la connaissance des autorités militaires les attentes de la CEDEAO concernant le gouvernement de transition » explique-t-il.

Les attentes du CNSP sur la levée des sanctions de la CEDEAO ont été évoquées: « On a exigé au regard des efforts qui ont été faits qu'ils voient comment lever les sanctions parce que tout ce qui nous anime c'est vraiment que le peuple ne souffre pas » a déclaré le Colonel-major Wague, avant d'annoncer qu'« ils (l'ensemble des membres de la Médiation. NDLR) ont dit qu'il va y avoir une conférence des chefs d'Etat de la CEDEAO le mercredi et qu'ils vont rapporter les efforts que nous avons fait ici: déjà en les autorisant à voir M. Ibrahim Boubacar Keita et en confirmant eux-même qu'il a démissionné de son propre gré sans menace. ».

Master Ti

Mali : Goundam : libération chef de cantonnement
Le chef de cantonnement forestier de Taoudenit enlevé depuis plus de 9 mois sur la route de Niono a été libéré ce lundi 24 août. Selon des témoins, il est actuellement dans sa famille à Goundam. N'djé Cissé a été enlevé le 16 décembre 2019 lorsqu'il se rendait à Bamako pour prendre part au dialogue National. Les populations de Goundam et Niafunké se réjouissent de cette libération.

Source : STUDIO TAMANI



Justice Mali Justice

La plus belle transition de l'Afrique demeure celle de ATT et de Soumana Sacko mais elle n'a pas dépassé 14mois!

La refondation de l'État demeure l'apanage de l'élite composée de politiciens et des intellectuels sur tous les plans!

Bonjour les braves militaires en voulant trop gagner on risque de



perdre !

Comment les militaires peuvent s'accrocher au pouvoir en temps de guerre. Il est clair que ces putschistes aiment le pouvoir et le luxe !

RFI Afrique



Le chef de file de l'opposition avait été enlevé en mars, alors qu'il était en campagne électorale pour les législatives dans son fief, à proximité de Tombouctou, dans le nord du Mali. Le président déchu Ibrahim Boubacar Keita avait promis de le ramener prochainement sans préciser de date. Mais aujourd'hui, pour certains, le coup d'État pourrait compliquer les choses.



Au Mali, les discussions entre les représentants des pays ouest-africains et la junte, au pouvoir depuis une semaine, à Bamako, n'ont pour l'instant rien donné. Les deux parties se sont séparées sans parvenir à un accord sur les conditions d'un transfert du pouvoir aux civils. Les militaires avaient annoncé une transition civile dans un délai raisonnable, mal défini, alors que la Cédéao exigeait un retour immédiat à l'ordre constitutionnel.



Alassane Kanouté

Cercle des amis de la presse. est à : Bamako
Essai: Coneil



Ko coup d'etat woo, Ko parachement woo, Ou transition miltaro-civile woo, Ce qui importe vraiment pour nous les jeunes maliens, c'est de pouvoir regagner notre place. Bref nous devons plus etre des suivers, un boulié des politiques mais nous devons pouvoir volé de nos ailes. D'ailleur je pense que ce changement est une occasion en or, pour montrer toutes nos valeurs ou bien je me trompe mes freres et soeurs?

Transition de 3 ans au Mali : Le CNSP apporte un démenti formel



Les membres du Comité National pour le Salut du Peuple ont reçu, le 23 août dernier, la délégation de médiation de la cédéao. Cette rencontre de la médiation avec la junte a permis aux envoyés ouest-africains de rendre visite au président déchu. Suite à cela, des informations ont circulé sur certains médias rapportant qu'une transition à majorité militaire a été proposée par le CNSP. Les ténors du comité ont apporté un démenti formel sur cette nouvelle. "A aucun moment, on a parlé de gouvernement à majorité militaire", a précisé le porte-parole Ismael Wagué. Col-major Wagué, PP de la Junte

■ Nous avons été surpris d'apprendre sur certains médias des déclarations qui parleraient de discussions par rapport à la transition, au gouvernement ainsi de suite. Je tiens à préciser qu'à ce stade des discussions avec l'équipe de médiation de la cédéao, rien n'est décidé. A aucun moment, on n'a parlé de gouvernement à majorité militaire ainsi de suite".

Toute décision relative à la taille de la transition, au président de transition, à la formation du gouvernement, se fera entre Maliens, avec les partis politiques, les groupes sociaux -politiques, les syndicats, les groupes signataires, la société civile, conformément à notre première déclaration. Je tiens à rassurer les uns et les autres qu'aucune décision ne sera prise par rapport à la transition sans cette consultation massive. A ce stade des discussions, rien n'est décidé avec l'équipe de médiation de la cédéao". Il faut signaler que dans le cadre de la poursuite de ses missions, la délégation a rencontré la cour constitutionnelle, ce 24 août 2020, pour voir la conformité de toutes actions, allant dans le sens de la constitution

Le États-Unis remettent timidement le couvert

Le pays de Donald Trump suspend toute aide militaire a notre pays jusqu'à nouvel ordre. Cette décision fait suite à la rupture anticonstitutionnelle du mandat présidentiel par rapport à laquelle les officiels américains avaient prévenu depuis les tout premiers appels à la démission d'IBK et de son régime par le M5-RFP.

Faits-divers : Sa copine refuse de l'épouser, il glisse du «yamba» à son lieu de travail et appelle la police



En effet, N. Diop a une drôle de manière de se venger de sa copine. Pour régler son compte à Kh. Mb, sa petite amie candidate au Bac qui refuse de l'épouser, il a mis du chanvre indien (yamba) dans le fast-food où elle officie comme caissière. Après son geste, il alerte la police. Les faits ont eu lieu au quartier Santhiaba, à Louga. Mais, l'enquête menée par les limiers a permis de mettre à nu son plan qui s'est retourné contre lui. Il a été "vendu" par son ami, M. Guèye, qui a confié au policier que N. Diop lui aurait remis la drogue pour qu'il accuse sa copine afin de lui faire payer son refus de l'épouser. N. Diop a été arrêté en même temps que son complice qui l'aidait dans sa sale besogne.



Toute interruption forcée d'un pouvoir politique légitime est assimilable à un coup d'Etat, avait en son temps averti en son temps l'ambassadeur des Etats-Unis à Bamako, dont le pays s'était illustré en 2012 par l'exécution d'une menace similaire. En dépit de la démission d'ATT à l'époque – au nom du retour à l'ordre constitutionnel –, les projets du Millenium Challenge ont connu une brusque interruption au Mali au grand dam des travaux d'extension de l'Aéroport Senou, entre autres. Les enjeux du malaise actuel paraissent beaucoup plus importants au regard des apports attendus des Etats-Unis dans le cadre du G5-Sahel, mais il semble que le pays de l'Onclé Sam se montre beaucoup plus souple avec les putschistes du CNSP qu'à l'époque du Cndre. Wait and see !

Source: Le Témoin

Démission de Ibk au Mali : La BCEAO rouvre ses agences pour la première fois depuis la chute d'IBK



Fermées suite à la mutinerie ayant entraîné la chute du président IBK, les agences de la BCEAO ont rouvert ce lundi, au Mali. Cela devrait permettre d'atténuer une crise potentielle de liquidité et de payer les salaires d'août.

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a rouvert ce lundi, ses agences au Mali pour la première fois depuis la chute de l'ancien président, Ibrahim Boubacar Keita (IBK), a déclaré à Reuters, le secrétaire général du Syndicat national des banques, assurances et établissements financiers (Synabef), Hamadoun Bah.

« La BCEAO a ouvert ses succursales ce matin [...] fermées en raison des problèmes de sécurité. Il y avait un risque de liquidité puisque nos fonds sont déposés à la BCEAO », a indiqué Hamadoun Bah.

La fermeture des agences de la Banque au Mali était intervenue dans la foulée des sanctions prises par la CEDEAO contre le pays après la mutinerie qui a entraîné la démission du président IBK. L'organisation a en effet décidé de la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, financières et commerciales.

La réouverture des agences de la Banque centrale permettra d'atténuer une crise potentielle de liquidité et de payer les salaires d'août au Mali. La BCEAO compte au total trois agences dans le pays. En plus de l'agence principale de Bamako, deux agences auxiliaires sont situées à Mopti et à Sikasso.

Borgia Kobr

3 000 tonnes de nitrate d'ammonium vers le Mali : Les autorités rassurent

Les 3 000 tonnes de nitrate d'ammonium stockées aux entrepôts maliens du Sénégal (EMASE) sont en cours d'acheminement vers leur destination finale dans les mines d'or de Loulou Goukoto au Mali. 700 tonnes du produit ont déjà été évacuées à la date du 23 août 2020, selon une note de la Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux (DNMTMF). « Les autorités sénégalaises ont autorisé et elles ont toutes les informations sur le déplacement du navire, son accostage, le transit de la marchandise, les conditions de stockage et l'acheminement du produit en question qui a d'ailleurs commence le

Mali : Affrontements meurtriers entre le JNIM et l'EIGS aux environs du Marsi



Des combats ont éclaté, le samedi dernier, et ont continué jusqu'au lendemain entre une unité de l'EIGS, l'Etat Islamique au Grand Sahara et une cellule du JNIM, Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. Selon nos informations, des affrontements meurtriers entre le JNIM et l'EIGS aux environs du village de Marsi dans la localité d'Intillit. Les combats ont commencé du côté nord de la mare de Marsi et ont continué le lendemain matin à l'Est du même village.

Selon une source située dans la région des combats, la région de Gao, le bilan a fait état de 12 morts dont 8 de l'EIGS et 4 du JNIM. Ce serait une unité composée d'un kamikaze de l'EIGS qui a attaqué la position de JNIM.

En plus des morts des deux côtés des groupes terroristes, aucun dégât matériel n'a été enregistré. Il faut noter que depuis la semaine avant celle-ci, des alertes circulaient les réseaux sociaux selon lesquelles, « des hommes armés sont entrain d'assiéger la région de Gao et ses environs ».



21 août dernier', déclare M. Mamadou Thierno Sow, le Directeur national des Transports, Maritimes, Terrestres et Fluviaux. Il assure par ailleurs que les conditions de stockage sont en parfaite conformité avec les dispositions réglementaires en la matière. La note précise que le transport du produit est assuré par la société XLOG au profit de la compagnie MAXAM à destination des mines d'or de Loulou Goukoto à Kayes. La direction rappelle que ce transport de nitrate d'ammonium en direction du Mali s'inscrit dans le cadre « d'une commande habituelle des sociétés minières » et qu'il s'effectue dans les « normes de sécurité requises ». C'est l'explosion de 2 750 tonnes de ce produit qui avait le 4 août 2020 provoqué au Liban la mort de 170 personnes, fait 6 000 blessés, 300 000 sans abris et des dizaines de personnes encore disparues.

Fatoumata Maguiraga

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Un député malien soupçonné de commerce illicite transfrontalier : Cour d'assises / 200 dossiers au rôle

La session qui vient de s'ouvrir examinera des affaires portant sur des cas de vols qualifiés, d'attentats à la pudeur, d'assassinats, de meurtres, de tortures, de trafic de drogue, de terrorisme

Les travaux de la première session ordinaire de la Cour d'assises, au titre de l'année 2020, ont débuté, lundi dernier, à la Cour d'appel de Bamako dans la salle Boubacar Sidibé. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du procureur général près la Cour, Idrissa Arizo Maïga, du premier président, Ahmadoun Souleymane. On notait aussi la présence des représentants du département de la Justice et des Droits de l'Homme, ainsi que des membres de la famille judiciaire et ceux des forces de sécurité. Le premier acte de l'évènement a été la lecture par le greffier du procès-verbal du tirage au sort des assesseurs qui doivent siéger aux côtés des magistrats professionnels durant la session, conformément aux dispositions de l'article 226 du Code de procédure pénale. Pour la présente session, six assesseurs (titulaires et suppléants) assisteront les magistrats professionnels pour faire la lumière sur les affaires qui leur seront soumises. Mais avant d'être renvoyés dans l'exercice de la mission qui leur a été confiée, ils ont tous suivi avec attention, la lecture du serment et ont juré de juger avec conscience, impartialité mais surtout de «garder le secret des délibérations même après la session». Le procureur général près la Cour d'appel a insisté sur cet aspect. Il a précisé que cette première session de l'année en cours a enfin démarré après moult hésitations, sous d'heureux auspices. Occasion pour Idrissa Arizo Maïga de rappeler les perturbations du calendrier normal de la tenue des travaux de la session, notamment la pandémie de la Covid-19. Comme l'humanité se doit de vivre désormais avec cette pandémie, le procureur général dira que la Cour a décidé d'avancer en organisant la présente session.

Ainsi, les magistrats se sont retrouvés avec 200 affaires qui impliquent ou concernent un total de 275 accusés, y compris 185 détenus. Les affaires se répartissent selon leur nature et leur nombre en infractions contre les biens (22 cas de vols qualifiés), contre les mœurs (17 cas de viols, 22 cas de pédophilie et deux cas d'attentats à la pudeur). Quant aux infractions contre les personnes, elles concernent neuf cas d'assassinat, 15 cas de meurtres, 25 cas de coups mortels, un cas de parricide et autant d'infanticide et de torture. Signe de la situation sécuritaire : 29 cas d'appartenance à un groupe de combat et détention illégale d'armes de guerre et de munitions en relation avec une entreprise terroriste sont également inscrits au rôle de la session. À ceux-ci s'ajoutent six affaires portant sur le trafic international de drogue à haut risque, autant de cas de traite de personnes et trafic

de migrants, 22 affaires de faux et usage de faux, cinq cas d'atteintes aux biens publics mais aussi trois cas d'enlèvements de personnes et un cas de faux monnayage et contrefaçon. S'il y a un fait qu'Idrissa Arizo Maïga a fortement regretté, c'est la prédominance des infractions contre les personnes, suivie de celles des mœurs. «Signe évident que la violence est devenue le mode d'expression dans ses formes les plus abjectes, des humains dans leur colère et dans leur désir d'assouvir leurs honteuses pulsions sexuelles», a-t-il déploré. Et de rappeler que lorsque la «responsabilité pénale est effective et établie, les peines doivent être à hauteur des atrocités commises».

Pour sa part, le bâtonnier de l'Ordre des avocats, Me Moustapha Cissé a, au nom de ses collègues, souhaité que les conditions soient réunies pour que les avocats jouent leur rôle. Mais surtout pour que le droit soit dit de la manière la plus juste et la plus conciliable avec les réalités de notre société.

De son côté, le premier président de la Cour a reconnu les efforts de l'ensemble du personnel de la chaîne pénale. Chose qui, selon lui, contribue au bon fonctionnement de la justice. Cependant, pour le magistrat, en dépit du contexte sécuritaire et sanitaire difficile dans lequel se tient cette session, «nous devons rester debout afin que cette situation n'entame pas la bonne tenue de la session».

■ Mohamed TRAORÉ



Mali : Le soutien «aveugle» de la France pointé du doigt

Même si l'on savait le président malien fragilisé, on ne s'attendait pas à Paris au coup d'État qui a provoqué sa démission. Le rôle de la France dans les récentes négociations entre l'opposition et le pouvoir, tout comme son soutien indéfectible apporté au premier ministre Boubou Cissé, est aujourd'hui mis en cause. Sans cela, les militaires ne seraient peut-être pas sortis de leurs casernes.

Depuis le coup d'État qui a abouti à la démission forcée d'Ibrahim Boubacar Keïta (surnommé IBK) le 18 août (lire notre article), les autorités françaises tentent de faire bonne figure. La France s'est même montrée parmi les plus conciliants des principaux partenaires du Mali. Certes, elle a rapidement condamné le putsch. Mais alors que les dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) tiennent un discours de fermeté, exigeant notamment la libération d'IBK et son rétablissement en tant que président, Paris s'est montré bien plus mesuré.

Dès le lendemain du coup d'État, Jean-Yves Le Drian, le ministre des affaires étrangères, a déclaré avoir « pris acte de l'annonce de la démission du président ». S'il a appelé « au rétablissement sans délai d'un pouvoir civil », il n'a pas exigé qu'IBK retrouve son poste. Même son de cloche du côté de l'Élysée. Un tweet d'Emmanuel Macron (« Au Mali, le pouvoir doit être rendu aux civils et des jalons doivent être posés pour le retour à l'ordre constitutionnel. Le Président Keïta, son premier ministre et les membres du gouvernement doivent être libérés sans délai et leur sécurité garantie ») et une déclaration publique, le 20 août, dans laquelle il demande que « le pouvoir soit rendu le plus rapidement possible aux civils et qu'une transition rapide et démocratique soit assurée », ne sont pas passés inaperçus à Bamako.

Il n'en fallait pas plus pour alimenter la rumeur d'un coup d'État mené avec l'assentiment de la France. « Comment pouvaient-ils ne pas savoir qu'un coup se préparait, avec tous les moyens de surveillance dont ils disposent ici ?

», s'interroge un entrepreneur ouest-africain qui navigue entre le Mali et la France.

IBK a-t-il été lâché par Paris, après avoir été soutenu à bout de bras par l'ancienne puissance coloniale pendant plusieurs années ? La thèse d'un coup fomenté avec l'aval de la France semble peu probable. « On a été surpris, comme tout le monde, affirme un diplomate français en poste à Paris, sous couvert d'anonymat. On savait que le régime vacillait depuis deux mois, et que si IBK ne faisait rien, il risquait de tomber, mais on ne pensait pas que l'armée interviendrait. Pas à ce moment-là en tout cas. » Plusieurs sources maliennes croient savoir que les putschistes n'ont pas plus de lien avec les autorités françaises, civiles ou militaires, qu'une bonne partie des officiers maliens – qui ont presque tous suivi une formation en France durant leur carrière et ont combattu aux côtés des soldats français ces dernières années contre les groupes jihadistes. « On connaît leur parcours, ce sont de valeureux militaires, mais cela ne va pas plus loin », assure une source élyséenne.

« Ce coup d'État ne fait pas nos affaires, rappelle un autre diplomate français qui a été en poste à Bamako dans un passé récent. Certes, IBK n'était plus un homme sur lequel on pouvait compter. Mais nous avons besoin de stabilité pour mener la lutte contre le terrorisme, et pas d'une nouvelle période d'incertitudes. » Macron l'a rappelé le 20 août : pour la France, la priorité dans la région est « la poursuite de la lutte contre le terrorisme ».

Si les dirigeants français n'apparaissent pas révoltés par ce coup de force, c'est surtout parce qu'il ne les étonne pas plus que cela. Ils n'en sont pas moins contrariés. Certes, Macron et Le Drian ne comptaient plus guère sur IBK pour tenter de relever le pays. Le président malien, élu en 2013 avec le soutien à peine voilé de la France (et d'une bonne partie de la communauté internationale), a joui d'un soutien sans faille de l'Élysée lorsque son locataire était François Hollande, en dépit des nombreux scandales de corruption qui ont éclaté dès le début de son mandat et dans lesquels certains de ses proches étaient impli-

qués. Mais la donne a changé avec l'élection de Macron en 2017. « Très vite, le président est arrivé à la conclusion qu'IBK n'était pas fiable, qu'il avait une part de responsabilité dans la déliquescence de l'État, et qu'il serait incapable de mettre un frein à l'affairisme de son entourage », indique le diplomate cité plus haut.

Les autorités françaises ont alors décidé de tout miser sur le premier ministre, plutôt que sur un président réputé dilettante et connu pour déléguer le gros du travail à ses collaborateurs. Ce fut d'abord Soumeylou Boubèye Maïga : cet homme de réseaux bien vu à Paris en dépit de son impopularité au Mali, est considéré comme celui qui a permis à IBK de se faire réélire en 2018, à l'issue d'un scrutin très contesté. Puis, après sa démission en avril 2019 provoquée par une série de manifestations, ce fut au tour de Boubou Cissé.

Peu connu des Maliens avant d'être appelé dans le premier gouvernement d'IBK en 2013 (il a successivement occupé les ministères des mines et de l'économie et des finances), cet ancien cadre de la Banque mondiale avait tout pour plaire à l'Élysée. C'est un libéral convaincu, qui a, au fil du temps, développé des relations de confiance avec les dirigeants français. « Il était bien vu à l'Élysée comme au Quai d'Orsay », admet un diplomate. Mais pas seulement. « Il était perçu comme un administrateur rigoureux et droit, indique un fonctionnaire international. Il était rassurant pour les institutions financières internationales et il tenait la baraque. » C'est du moins ce qu'il faisait croire à ses interlocuteurs français. « Je suis l'homme qu'il vous faut. Je suis le seul qu'IBK écoute. Sans moi, ce sera à nouveau la gabegie », répétait-il aux diplomates français visiblement conquis. Les macronistes comptaient ainsi sur lui pour tenir les rênes du pays.

Mais l'image dont il jouit à Paris n'a rien à voir avec celle qui est la sienne à Bamako. D'un côté, Cissé était perçu comme un « homme fort », qui était parvenu à trouver un modus vivendi avec l'entourage familial du président, et notamment son fils, le député Karim Keïta, à qui l'on prête une grande influence au Mali. « Il devait faire avec eux pour négocier sa survie, car il connaissait leur pouvoir de nuisance : c'est eux qui avaient en partie obtenu le départ de Boubèye Maïga. Mais il leur tenait tête. Il avait notamment réussi à conserver le mi-



nistère des finances et de l'économie contre l'avis de la famille du président, dans le but de mettre un frein à la gabegie », indique une source élyséenne.

De l'autre, Cissé est vu comme un affairiste aux ambitions politiques démesurées, de mèche avec la famille présidentielle et désireux de succéder à IBK. « Il fallait être aveugle pour ne pas voir l'impopularité de Boubou Cissé », peste l'entrepreneur cité plus haut. « Tout le monde ici voulait sa tête, y compris les alliés politiques du président, qui ne comprenaient pas pourquoi celui-ci le soutenait mordicus », précise un ancien ministre.

« Il ne cessait de dire aux Français que s'il tombait, c'était la porte ouverte aux islamistes »

La France n'y est pas pour rien. Plusieurs sources assurent que Macron (mais aussi Alassane Ouattara, le président ivoirien) l'a ardemment soutenu ces derniers temps, alors que sa tête était réclamée par l'opposition. Avant le putsch des militaires, le régime d'IBK vacillait depuis plusieurs semaines, sous les coups de boutoir du M5-RFP (Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques), une coalition hétéroclite de partis politiques, d'organisations de la société civile, de leaders religieux et d'hommes d'affaires qui dénonçait la corruption du régime et réclamait le départ d'IBK. Depuis le 5 juin, de nom-

breuses manifestations parfois violemment réprimées avaient mobilisé des milliers de Maliens et avaient fragilisé le président.

Cette coalition est menée par Mahmoud Dicko. Tenant d'un wahhabisme local et partisan d'un dialogue avec les jihadistes, cet imam, qui ne mâche pas ses mots envers l'ancienne puissance coloniale, qu'il accuse régulièrement d'interférer dans les affaires du Mali, fait figure d'épouvantail à Paris. Boubou Cissé l'avait compris. « Il ne cessait de dire aux Français que s'il tombait, c'était la porte ouverte aux islamistes », assure un homme qui a joué un rôle dans les pourparlers entre le M5 et le président. Au fil de ces négociations menées à huis clos et des entrevues nocturnes entre Dicko et IBK, les revendications du premier avaient évolué : si une partie de la jeunesse qui descendait dans la rue chaque semaine exigeait toujours le départ du président, les leaders du M5 étaient partagés. Dicko lui-même ne le réclamait plus.

Mi-juillet, un accord est sur la table : IBK peut rester, mais il doit limoger son premier ministre et nommer un gouvernement d'union nationale dans lequel le M5 revendique quelques ministères, dont celui de l'éducation nationale, mais ni celui de la défense, ni celui de la sécurité. Dicko laisse en outre le président choisir son premier ministre. Le deal est jugé honnête, mais il capote au dernier moment. «

La France et la Côte d'Ivoire refusaient de voir Boubou Cissé partir. Ils se sont arc-boutés, et IBK aussi », affirme un ancien ministre qui a participé aux négociations. Encore récemment, au cours des dernières heures précédant le putsch, un diplomate français expliquait aux leaders du M5 qu'ils devaient abandonner l'idée de faire sauter le premier ministre. « Notre position était de dire : ni démission d'IBK, encore moins celle de Boubou Cissé », confirme une source élyséenne.

Les militaires seraient-ils sortis de leur réserve si la France n'avait pas pesé pour sauver le premier ministre et si un accord avait été trouvé entre IBK et le M5 ? Plusieurs sources contactées par Mediapart pensent que non. « Jamais ils n'auraient pu assumer cela alors qu'un accord venait d'être trouvé et que le M5 jouit d'une bonne popularité au Mali », estime un négociateur. De fait, si les putschistes semblent ne pas avoir parlé de leurs plans aux leaders de la contestation, comme on le pense à Paris, ils ont depuis lors entrepris de les rencontrer. « Nous n'avons aucun lien avec le M5-RFP, a déclaré son porte-parole, le colonel-major Ismaël Wague. En revanche, ses revendications nous paraissent légitimes et nous nous reconnaissons dans leurs revendications. »

Chute du régime IBK : Le chérif de Nioro tire le chapeau au peuple

Le chérif de Nioro Mohamed Ould Cheicknè Haidara dit Bouyé a vivement salué, lors de son sermon du vendredi dernier, le coup de force contre le Président IBK ayant abouti à l'obtention de sa démission. Une victoire qui, selon lui, est à mettre à l'actif de la population civile, sous la bannière du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) qui s'est démobilitisée pour dénoncer la gouvernance du régime déchu.

Aussi a-t-il salué le courage des jeunes militaires pour avoir mis fin au régime IBK après sept ans de gestion controversée sur fond de corruption et d'impunité. Pour le Chérif de Nioro, l'intervention des militaires pour obtenir la démission de IBK est à l'actif de la mobilisation populaire. Faut-il le souligner, une grande partie de la population à Bamako et à l'intérieur du pays, chapeauté par le M5-RFP, s'est soulevée pendant trois mois pour exiger le départ du président IBK et de son régime, une lutte parachevée par les militaires le 11 août dans la plus grande civilité, sans aucune

effusion de sang.

Si pour le chérif de Nioro, ce coup d'Etat est un salut pour le Mali, raison pour laquelle il dit haut et fort qu'il soutient les soldats du CNSP, il espère cependant que l'occasion sera mise à profit pour partir sur de nouvelles bases et pour sceller la paix et la réconciliation nationale entre tous les fils du pays. Toutes choses qui font partie des raisons qui ont amené les militaires à prendre leurs responsabilités.

« Les tensions politiques de ces derniers mois, les contestations nées des dernières élections, l'insécurité, le clientélisme politique, la gestion familiale des affaires de l'État achèvent de convaincre que le pays va mal et que le Mali sombre de jour en jour dans le chaos...

Nous ne tenons pas au pouvoir, mais nous tenons à la stabilité du pays qui nous permettra d'organiser dans des délais raisonnables consentis, des élections générales pour permettre au Mali de se doter d'institutions fortes capables de gérer au mieux notre quotidien et restaurer la confiance entre les gouvernants

et les gouvernés », tels sont ici quelques extraits de la déclaration des membres du CNSP au petit matin du mercredi 19 août.

Si ce coup de force contre le régime corrompu du président IBK a été salué par l'ensemble de la population malienne, les chefs d'Etat de la CEDEAO sont, quant à eux, montés sur leurs grands chevaux en adoptant une batterie de sanctions contre notre pays.

Il s'agit, entre autres, de la libération immédiate de IBK et de tous les officiels maliens arrêtés ; la suspension du Mali de tous les organes de décision de la CEDEAO avec effet immédiat, conformément au Protocole additionnel sur la Démocratie et la bonne Gouvernance et ce, jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel ; la réinstallation de IBK dans ses fonctions de président de la République ; la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières entre les pays membres de la CEDEAO et le Mali...

Une mission de médiation, conduite dans notre pays par l'ancien président nigérian, Goodluck Jonathan, a pu échanger avec l'ancien président IBK et les militaires. Les chefs d'Etat de la CEDEAO, en foi des conclusions de cette mission, vont-ils revoir leur copie pour ce qui concerne le Mali ? La réponse... aujourd'hui !

■ Yama DIALLO



Sommet Cédéao : Les chefs d'état doivent revoir leur copie

Après la mutinerie du 18 août 2020 ayant conduit Ibrahim Boubacar Keita à rendre sa démission, les Maliens sont dans la dynamique de l'après IBK. La Cédéao semble être imprégnée du problème malien. La population retient son souffle en attendant le sommet des chefs d'état qui se tient aujourd'hui.



L'organisation sous régionale est au parfum de la crise maintenant. Il lui appartient d'alléger les sanctions prises à l'encontre de notre pays. Pour les maliens, la page IBK est pratiquement tournée dans la mesure où il a, clairement, dit aux émissaires de la Cédéao qu'il ne souhaite plus revenir aux affaires. Mieux, il dira qu'il a démissionné de son plein gré, sans aucune pression. Toute chose qui conforte la position des militaires pour le redressement de notre pays qui se dirigeait droit vers le chaos. Ce coup d'état, pardon, cette démission a été menée avec un certain professionnalisme, sans effusion de sang.

Certes, il y a des similitudes avec les précédents coups d'Etat mais force est de constater que les contextes n'étaient pas les mêmes. Il a été fait à un moment très critique de la vie de notre nation. Le Mali est étranglé par l'insécurité grandissante. Plusieurs régions du pays sont infestées par des terroristes qui sèment la terreur et la désolation. Comme si cela

ne suffisait pas, une crise politique s'est mêlée de la danse. Selon plusieurs observateurs de la scène politique, les résultats des législatives ont été l'élément déclencheur de la convulsion du climat socio-politique. Le mouvement du 5 juin-rassemblement des forces patriotiques a porté cette revendication d'un nombre non négligeable de la population. Les membres de ce mouvement ont adopté plusieurs schémas pour mettre la pression sur le Président Ibrahim Boubacar Keita.

En toute objectivité, l'ex Président IBK n'avait plus les moyens ni la force de diriger le pays. Le pays était arrivé au seuil de la non gouvernabilité. L'armée n'avait plus le choix que de parachever l'œuvre des frondeurs, en mettant fin au régime d'IBK.

Après cette étape, les militaires font face à la pression de la Cédéao. La mission mandatée par l'organisation sous régionale a été surprise d'entendre de la bouche d'Ibrahim Boubacar Keita qu'il a démissionné sans contrainte. Ce qui ouvre les voies au dialogue. Les membres

du Comité National pour le Salut du Peuple ont fait preuve de flexibilité et de patriotisme en accédant à plusieurs demandes des émissaires de la Cédéao. Ces concessions faites par le Comité National pour le Salut du Peuple militeraient en faveur de notre pays pour la levée des sanctions affligées. Les chefs d'Etat de la Cédéao se réunissent aujourd'hui pour analyser l'évolution de la crise. Mais tout porte à croire qu'ils vont revoir leur position pour atténuer la souffrance des maliens.

La perception des populations de la Cédéao !

Cette organisation fait l'objet de plusieurs critiques acerbes. Selon plusieurs citoyens, la Cédéao est un syndicat de chefs d'Etat. Les récentes décisions prises lors du sommet extraordinaire sur la crise malienne confirment cette thèse. Vous conviendrez avec moi que la conjoncture économique a atteint un niveau jamais égalé au Mali. L'embargo décrété ne fera qu'envenimer la crise. Visiblement, ce sont les pauvres citoyens qui sentiront les effets collatéraux de cette décision irréfléchie. D'autres vont jusqu'à dire qu'il nous faut une Cédéao des peuples et non une Cédéao des chefs d'Etat qui n'ont que pour vocation la protection de leurs fauteuils. Il revient à elle de couper court à toutes les informations qui la discrédite.

Quant aux militaires, ils ont rassuré les maliens. A les en croire, toute décision relative à la transition sera prise de concert avec les forces vives de la nation, conformément à leur première déclaration. Plusieurs voix audibles se lèvent pour dire qu'il serait mieux qu'un militaire conduise cette transition, le temps qu'il faudra. Pour eux, les maliens doivent s'assigner des objectifs pour la refondation de l'Etat malien. Il ne faut pas tomber dans les erreurs du passé. Ce temps doit être mis à profit pour faire toutes les réformes nécessaires afin de doter notre pays de mécanismes adéquats de gestion lui permettant d'amorcer un développement durable. Forcément, les partis politiques ne vont pas accepter cette proposition mais c'est la situation qui l'impose. C'est après cette étape délicate qu'on pourra organiser des élections inclusives et crédibles.

■ Ibrahim Sanogo

CNSP : Portrait du président



Le président du Comité National pour le Salut du Peuple est âgé de 37 ans, il est le fils d'un officier de l'armée de Terre. Le Colonel Assimi s'est intéressé au métier des armes dès sa tendre enfance.

A ce titre, il a fréquenté le Prytanée Militaire de 1992 à 1998. Très vite remarqué par sa rigueur, sa ténacité et son aptitude dans le commandement, il participe à plusieurs opérations au Nord et au Centre du pays.

Ainsi, de 2002 à nos jours, il a participé à plusieurs opérations au Nord et au Centre du pays.

Ce professionnel est formé dans les plus

grands écoles Militaires issu de la promotion Mamadou Coulibaly de l'école Militaire interarmes de Koulikoro, le Col Assimi GOITA a choisi de servir dans l'armée de Terre, spécialité Armes Blindées et Cavalerie.

Affecté dès sa sortie au 134^{ème} Escadron de reconnaissance de Gao en 2002 où il restera 3 ans, le Colonel GOITA rejoindra en 2005 le 123^{ème} Escadron de reconnaissance de Kidal où il assumera le rôle d'adjoint du chef d'escadron et cela jusqu'en 2008.

A partir de 2008, Assimi GOITA est nommé commandant du Groupement tactique N3 dans le cadre de la lutte contre les groupes armés

Terroristes et les narco trafiquants qui écumèrent la frontière Mali-Algérie et cela Jusqu'en 2010.

De 2011 à 2013 le Colonel Assimi GOITA commande la 2^{ème} Compagnie de soutien puis le 37^{ème} régiment de transport. Après plusieurs affectations et opérations dans le grand nord du Mali (Gao, Kidal; Menaka, Tessalit, Tombouctou) il décide de se porter volontaire pour servir dans les forces spéciales en 2014, année au cours de laquelle il est breveté de l'enseignement militaire supérieur.

De 2014 à 2015 il occupe plusieurs fonctions (officiers d'Etat-major Centre Opérationnel interarmes de l'Etat-major Général des Armes, chef de division opération de l'Etat-major Armée de Terre).

En novembre 2015, le colonel Assimi GOITA est détaché en qualité de coordinateur des opérations spéciales du ministère de la Défense auprès du ministère de la Sécurité suite à l'attaque terroriste de l'hôtel Radisson Blu.

De 2016 à 2017 Il commande l'unité opérationnelle du Bataillon Autonome des forces spéciales déployées à #Sofara.

Depuis Juillet 2018, assure le commandement du Bataillon Autonome des forces spéciales et des Centres d'Aguerrissement.

Il a été engagé à plusieurs reprises en opération au nord, au centre du Mali et en opération extérieure au Darfour.

Au plan de la formation, le Col Assimi GOITA est diplômé de l'école d'application du Train en 2005, du cours de Capitaine en Allemagne. en 2008, de récole d'Etat-major au Gabon en 2015, du Cours d'Opérations spéciales de lutte contre le terrorisme à Garmich, en Allemagne, du cours des forces d'opérations spéciales en Floride, aux Etats-Unis.

Le Col Assimi GOITA a été plusieurs fois décoré. Il est notamment titulaire de la croix de la valeur militaire, de la médaille de mérite militaire, de la médaille commémorative de campagne, de la médaille de la Défense française avec échelon Or, et de la médaille des Nations-Unies au Darfour.

Marié et père de 3 enfants, le Colonel GOITA est un adepte des défis.

Son nouveau challenge consiste à conduire une transition inclusive et apaisée impliquant toutes les forces vives de la nation.

**Texte:CNSP.
Moussa Leïa TRAORÉ**

Le Mali nouveau : La nécessité de rompre avec la promotion de palais



Le Mali sous IBK était devenu la république de tous les scandales (affaire de l'avion présidentiel et des équipements militaires, scandale des avions cloués au sol... et tant d'autres), avec à la clé la promotion de l'impunité en l'absence de toute sanction, sinon qu'il faudrait plutôt être pris en faute ou faire preuve de manquement grave à son devoir pour avoir une promotion dans la haute sphère étatique !

La situation était telle que les maliens avaient du mal à cacher leur agacement face à certains faits et gestes de leurs dirigeants, à commencer par leur président IBK, jadis réputé pourtant être un « homme de poigne », une réputation qui, il faut le souligner, était à la base du plébiscite qui fut le sien en 2013 !

Cet agacement des maliens cachait à peine leur exaspération face à un régime qui a failli faire perdre l'élection présidentielle de 2018 ! Car le seul bilan du premier mandat (2013-2018) se résumait seulement à des scandales de tous genres, à commencer par celui de l'avion présidentiel et des équipements militaires qui a défrayé la chronique en 2014.

Un scandale dans lequel aucune tête n'est

jusqu'ici tombée comme on pouvait légitimement s'y attendre. Au contraire, les ministres, cadres et autres agents impliqués dans ce dossier s'en étaient plutôt tirés à bon compte. Il s'agissait à l'époque des ministres de l'Economie et des Finances, Madame Bouaré Fily Sissoko ; de l'Economie Numérique, de la Communication et de l'Information, Mahamadou Camara ; de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, Moustapha Ben Barka ; et de la Défense et des Anciens Combattants, Soumeylou Boubèye Maiga !

En lieu et place de sanctions, certains de ceux-ci avaient plutôt été promus à un autre échelon. Ce fut le cas de Bouaré Fily Sissoko, nommée commissaire à la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de Moustapha Ben Barka, nommé Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République. Ce fut le cas de Soumeylou Boubèye Maiga, limogé de la Défense après la visite mouvementée de Moussa Mara, alors Premier ministre, à Kidal en avril 2014. Soumeylou s'était en effet vu gratifié, après un temps de disgrâce, du poste de Secrétaire général de la Présidence de la République,

avant de se retrouver à la primature !

Ce fut le cas pour Tiéman Hubert Coulibaly, limogé de la Défense après le massacre des soldats à Nampala en 2017, et qui s'était très vite retrouvé, après un petit break, à la tête du département des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale. Il en fut ainsi pour le dernier ministre de la Défense, extrait des mailles de la justice dans l'affaire de disparition des bérets rouges au même titre que ses autres coaccusés de l'ex-junte au pouvoir, dont le capitaine Amadou Haya Sanogo, pour se voir promu au grade de Général de Division, puis bombardé comme l'Inspecteur Général des Armées, avant de se retrouver dans le fauteuil du ministre de la Défense !

Tout comme ce fut le cas pour le Général Abrahamane Baby, un chef militaire (alors chef d'Etat-major de l'Armée de Terre) sanctionné pour une faute aussi grave que le fait de n'avoir pu éviter les massacres de soldats maliens à Dioura et des populations civiles à Ogossagou, et qui s'est vu promu chef d'Etat-major Général adjoint des Armées ? Un autre cas exceptionnel, celui du dernier ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar. Ce poste plus juteux à lui échu par IBK sentait l'odeur d'une promotion pour « mensonge d'Etat » !

En effet, on se souvient que ce monsieur, alors ministre des Transports, pour faire le plein des voix en faveur du Président IBK lors de la présidentielle de 2018, n'avait pas hésité de mentir aux Kayesiens et aux maliens en général, en exhibant des images de supposées locomotives commandées pour la reprise du transport voyageur Bamako-Kayes ! Jusqu'à la chute de IBK, ce 11 août 2020, personne n'a encore vu la couleur de ces locomotives au Mali ! Sans parler des avions cloués au sol !

Sous le règne d'IBK, les maliens avaient comme l'impression qu'il fallait commettre des fautes, détourner le denier public ou mentir pour avoir une promotion au Mali. Ainsi fonctionnait le Mali du Président IBK, le Mali des paradoxes et des scandales ! L'insurrection populaire ayant fini par emporter ce chef de gang qu'était devenu IBK, reste à espérer qu'on ne retombera plus au travers d'une république bananière de ce genre dans le Mali nouveau qui se dessine. Il en va de l'intérêt de tous, et le peuple doit y veiller !

■ Yama DIALLO

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Tombouctou : Voilà comment se passent les travaux d'entretien de la mosquée Djingaréïber !

La cérémonie annuelle de crépissage de la mosquée Djingaréïber, à Tombouctou, a eu lieu le dimanche 9 août 2020. Comme à l'accoutumée, elle a enregistré une participation massive de toute la communauté.

Construite en 1325 par l'empereur Kan-kou Moussa de son retour du pèlerinage à la Mecque, la mosquée Djingaréïber reçoit chaque année un entretien qui donne lieu à des retrouvailles voire à une ambiance de fête dans la ville des 333 saints, Tombouctou. Cette grande mosquée, construite en banco, est l'œuvre de l'architecte Andalou es Sahéli, selon Sane Chirfi Alpha, vieil écrivain originaire de Tombouctou. L'entretien de cette bâtisse « incombe à toute la communauté », fait-il comprendre.

Chaque année, avant l'hivernage, sous la direction de l'imam, les maçons organisés en corporation identifient les besoins que l'imam communique aux fidèles, nous explique M. Chirfi Alpha. Généralement, la date choisie tombe sur un dimanche afin de permettre une grande participation à ladite cérémonie.

Conscientes qu'il s'agit d'une activité permettant à assurer la santé de l'édifice, de bonnes volontés riches, souvent dans l'anonymat, fournissent du banco, des pierres alhor, des rôniers, des gaulettes, des gouttières, en un mot tout ce qui manque pour ce travail d'entretien de ce joyau culturel, indique notre

source.

Les travaux commencent une semaine en avance à travers le gâchage du banco. « Le jour fixé, toute la population participe en tant que main-d'œuvre sous la direction des maçons », souligne le vieil écrivain, dévoué à la défense des patrimoines matériels et immatériels de Tombouctou. À l'en croire, les jeunes filles apportent de l'eau, les musiciens accompagnent les travailleurs avec le son des tambours, de même qu'un groupe de femmes avec tam-tam et tambourin.

Toutefois, notre interlocuteur nous indique que tous ceux qui participent à ce travail le font par bénévolat. Car il n'y a aucun salaire. « C'est le bénévolat des esclaves de Dieu pour la maison de Dieu », déclare M. Sane Chirfi.

Néanmoins, notons que ce travail est ancré dans la culture tombouctienne. Pour la réalisation de ladite activité, il y a des rites : les femmes de maçons apportent des colas, du tabac et des cigarettes, de la crème de mil à la poudre de baobab ainsi que de somptueux repas qui sont offerts aux travailleurs. Pratiquement, chaque partie de la mosquée à un temps de la journée prévue pour son entretien.

L'après-midi est consacré au crépissage du minaret principal qui est une activité confiée à des spécialistes issus des grandes familles de maçons, nous explique le défenseur de la culture Tombouctienne. Ce travail est accompli au rythme des tam-tam.

Notons que pour l'entretien de cette année, les Forces armées maliennes (FAMA) y ont pris part. « Les militaires et les paramilitaires du théâtre centre de l'opération Maliko ont pris part le 9 août 2020 à la traditionnelle opération de crépissage de la grande mosquée de la ville des 333 saints », rapportent les FAMA sur leur site internet. Le colonel Boubacar Yassanry Sanoogoh, chef secteur-3, était présent à cette activité. Ses éléments ont pris part aux travaux en aidant les populations. Ils assuraient la sécurité et le ravitaillement des populations en eau avec des citernes. La protection civile a également déployé ses citernes d'eau, précisent les FAMA.

À l'en croire M. Chirfi Alpha, la cérémonie est clôturée par une grande prière réunissant la population, les imams, notables et l'administration.

Sane Chirfi Alpha a profité de notre micro pour remercier tous les participants, formuler des prières pour la ville, le pays, le retour de la paix, de l'apaisement social. « Il faut dire que l'entretien est continu et des travaux spécialisés sont toujours entrepris », a-t-il fait savoir avant d'indiquer que le site étant classé parmi les patrimoines mondiaux, l'UNESCO intervient et veille à la préservation du bâtiment par des appuis, la formation et l'encadrement des maçons.

■ Foussemi Togola



La dette publique projetée à 9 176,3 milliards en 2020, Soit 64 % du PIB

La dette publique s'envole. Elle est projetée à 9 176,3 milliards en 2020, par la Direction de la prévision des études économiques (Dpee) qui précise toutefois que le ratio demeure en dessous de la norme retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'Uemoa.

L'encours de la dette publique totale est projeté à 9 176,3 milliards en 2020 contre 8 231,8 milliards un an auparavant, soit une progression de 11,5 % sur la période. Selon un rapport de la Direction de la prévision des études économiques (Dpee), il devrait représenter 64 % du PIB en 2020 en liaison avec les prêts importants accordés dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 en 2020. Toutefois, le ratio demeure en dessous de la norme retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'Uemoa, précise la Dpee.

On note une croissance régulière de la dette

publique. En effet, elle était évaluée à 8 231,8 milliards en 2019 contre 7 861,1 milliards en 2018, soit un accroissement de 4,7 % comparativement à 2018. Mais ce n'est pas seulement la dette publique qui connaît une hausse régulière, le déficit commercial s'est accentué de 40,5 milliards, selon la Dpee. Il était de 134,8 milliards au mois de juin. « Cette situation est en relation avec la hausse des importations (+66,8 milliards) plus importante comparée à celle des exportations de biens (+18,3 milliards), en variation mensuelle. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations, évalué à 47,3 %, a diminué de 5,0 points de pourcentage par rapport au mois précédent», souligne la Dpee. Qui poursuit : « En 2020, la situation des échanges avec le reste du monde se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 1 254,0 milliards en 2020 (8,8 % du PIB) contre



1 087,5 milliards en 2019 (7,9 % du PIB)». Par ailleurs, pour ce qui est des perspectives budgétaires, la Dpee affirme que la pandémie de la Covid-19 devrait perturber considérablement la programmation budgétaire initiale de 2020 en terme de mobilisation des ressources et d'exécution des charges. « Globalement, le déficit budgétaire devrait se dégrader d'environ 2,2 points de pourcentage en passant de 537,1 milliards en 2019 (3,9 % du PIB) à 872,7 milliards en 2020 (6,1 % du PIB). Cette détérioration serait imputable à l'impact de la pandémie sur les ressources internes et l'exécution du programme de résilience économique et sociale (Pres)», indique la Dpee.

■ Charles Gaïky DIENE

Côte d'Ivoire : Des sous-officiers stagiaires ont désobéi à l'appel de leurs hiérarchies

A moins de trois mois de l'élection présidentielle de 2020, les autorités sécuritaires ivoiriennes sont à pied d'œuvre pour garantir la protection des personnes et des biens. C'est dans cette optique que des messages et communiqués avaient été faits les 7, 10 et 12 août 2020, pour convoquer des sous-officiers de police stagiaires issus de la promotion 2019-2021 à la préfecture de police d'Abidjan pour garantir la protection des biens et des personnes. Mais selon une source de 7info, certains ne se sont pas présentés et risquent très gros.

En prélude à cette période électorale, qui s'annonce avec des troubles, Youssouf Kouyaté, Directeur général de la police nationale, a effectué, ces derniers mois, une revue des

troupes dans les différents commissariats et autres préfectures de police à travers le territoire ivoirien pour s'assurer du dispositif sécuritaire et de la disponibilité de ses hommes. « Les Sous-officiers de Police Stagiaires issus de la promotion 2019-2021 sont convoqués à la Préfecture de Police d'Abidjan, le vendredi 14 Août 2020 à 07 heures 30 minutes, en tenue treillis, pour nécessité de service », peut-on lire sur la page Facebook de la DGPN, avant d'ajouter cette mention précise : « Les concernés sont invités à prendre toutes les dispositions utiles pour être présents. »

Cet appel très clair a été lancé à ces vaillants soldats de la protection civile, encore stagiaires, d'aller prendre service et mettre en application toutes les règles élémentaires de



protection des personnes et des biens apprises durant leur formation à l'École nationale de Police (ENP). Et Ces éléments devraient être mis à la disposition de la direction des unités d'intervention et de la préfecture de police d'Abidjan.

Mais, à en croire une information, sur l'ensemble des sous-officiers de police stagiaires concernés par la convocation, seuls 700 ont répondu présents. L'absence des autres dont le nombre n'est pas défini, poursuit la source, est considérée comme une violation des consignes. Et devrait être pris en compte.

Jacob Blake : la colère gronde aux États-Unis après une nouvelle bavure policière

Trois mois après l'affaire George Floyd, un Afro-Américain, Jacob Blake, a été pris pour cible par un policier blanc qui a tiré sur lui à sept reprises. Le gouverneur a ordonné que des soldats de la Garde nationale soient envoyés dans la ville par crainte d'une nouvelle nuit de troubles.

La colère grandissait lundi soir aux États-Unis au lendemain d'une bavure policière dont un homme noir a été victime dans le Wisconsin. Un nouveau drame qui a ravivé les braises encore fumantes du mouvement historique de protestation contre le racisme né il y a trois mois de la mort de George Floyd. « Pas de justice, pas de paix ! » scandaient notamment les mille manifestants défilant autour d'un tribunal de Kenosha, ville située à une quarantaine de kilomètres au sud de Milwaukee (Wisconsin), où un policier a tiré dimanche à bout portant, et à plusieurs reprises, sur Jacob Blake.

Sept balles dans le dos

Comme pour George Floyd, un quadragénaire noir mort asphyxié le 25 mai sous le genou d'un policier blanc, la tentative d'interpellation de ce père de famille a été filmée par un témoin. Les images, tournées avec un téléphone portable et vite devenues virales, montrent l'Africain-Américain de 29 ans suivi par deux policiers ayant dégainé leurs armes alors qu'il contourne une voiture. Un agent attrape son débardeur blanc au moment où il ouvre la portière et tente de s'installer sur le siège du conducteur. Le policier fait alors feu – l'enregistrement laisse entendre sept tirs – atteignant l'Africain-Américain de plusieurs balles dans le dos. La victime a été opérée d'urgence dans un service de soins intensifs de la ville de Milwaukee. Son état restait critique mais il serait en voie d'amélioration, selon des témoignages de proches à des médias locaux. Les deux policiers ont été suspendus de leurs fonctions et une enquête a été ouverte.

« Si je tuais quelqu'un, je serais condamnée et traitée comme une meurtrière. Je pense que ce devrait être la même chose pour la police », a confié Sherese Lott, 37 ans, venue défilant à Kenosha, ville de 170 000 habitants située au bord du lac Michigan. Ben Crump, l'avocat



de la famille de Jacob Blake, a affirmé que les trois fils de ce dernier se trouvaient dans la voiture, et que l'homme avait tenté de s'interposer dans une dispute entre deux femmes. « Alors qu'il s'éloignait pour aller voir ses enfants, la police a tiré à plusieurs reprises dans son dos à bout portant », a déclaré dans un communiqué l'avocat, qui représente aussi la famille de George Floyd. « Les trois fils de Blake étaient juste à côté et ont vu la police tirer sur leur père, a-t-il ajouté. Ils seront traumatisés à vie. »

Couvre-feu décrété

Le gouverneur démocrate de l'État du Wisconsin, Tony Evers, a annoncé lundi la convocation d'une session extraordinaire du parlement local, la semaine prochaine, afin d'adopter une série de mesures sur « la responsabilité et la transparence » des forces de police. « Alors que Jacob Blake se bat pour sa vie, on nous rappelle une fois de plus que le racisme est une crise de santé publique. Il n'y a pas de temps à perdre », a-t-il écrit sur Twitter.

À Kenosha, un couvre-feu a été décrété pour la nuit de lundi à mardi, à partir de 20 heures, après les débordements de la veille. Une heure après son entrée en vigueur, les manifestants ont été visés par des tirs de gaz lacrymogène de la police, vers qui des bouteilles ont été lancées. Appelant à manifester de façon pacifique, le gouverneur Tony Evers avait annoncé que 125 militaires de la Garde nationale seraient déployés dans la ville afin d'y faire res-

pecter l'ordre. Son adjoint, Mandela Barnes, un Africain-Américain, a estimé que le drame « n'était pas un accident ». « Ce n'était pas une bavure. C'est une violence ordinaire pour beaucoup d'entre nous », a-t-il dénoncé.

Manifestations dans plusieurs villes

Le candidat démocrate à l'élection présidentielle Joe Biden, lui, a exigé « une enquête immédiate, poussée et transparente et que les policiers répondent de leurs actes ». « Le pays se réveille encore une fois plongé dans la douleur et l'indignation qu'un homme noir américain ait à nouveau été victime d'un abus policier », a regretté l'ancien vice-président Biden, accompagnant son message du mot « Assez » sur fond noir. La police de Kenosha a appelé de son côté à ne pas tirer de conclusions hâtives « jusqu'à ce que l'ensemble des faits soient connus ». La colère a également gagné d'autres villes américaines. À Minneapolis, où George Floyd a été tué, des manifestants ont brûlé un drapeau américain. Environ 200 personnes, certaines le poing levé, ont aussi défilé à New York en criant le nom de Jacob Blake. Parmi elles : Camilla Spielman, 24 ans, déterminée à ne pas laisser la police « continuer à agir ainsi ». « C'est tellement accablant. Tirer à bout portant dans le dos de quelqu'un qui n'a rien fait du tout. On ne peut pas laisser passer ça », a dénoncé la jeune femme.

■ Boniface T.

Éliminatoires de la CAN 2021 et du Mondial 2022 : La CAF dévoile son nouveau calendrier



La pandémie de coronavirus a entraîné l'interruption de toutes les compétitions sur le continent africain. La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé mercredi 19 août le nouveau programme des éliminatoires de la CAN 2021 et du Mondial 2022.

Alors que les sélections africaines ne sont pas

autorisées à jouer en septembre pour cause de Covid-19, la CAF a laissé la fenêtre Fifa d'octobre à disposition des sélections du continent pour programmer des matches amicaux. Les choses sérieuses reprendront en novembre avec les 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN 2021. Ces qualifications s'achèveront en mars 2021 avec les 5e et 6e journées.

En ce qui concerne le Mondial 2022, les deux premières journées des éliminatoires sont programmées en mai-juin 2021, les 3e et 4e en août-septembre et les deux dernières en octobre. Les barrages auront ensuite lieu en novembre 2021

Espagne : Messi déterminé à quitter le Barça !

Lionel Messi est bien décidé à quitter le FC Barcelone. Le capitaine du club catalan aurait déjà informé sa direction de sa volonté d'aller voir ailleurs.

Les doutes se dissipent peu à peu. A la une de tous les journaux depuis la débâcle du FC Barcelone (8-2) en 8e de finale de la Ligue des Champions face au Bayern Munich, le départ de Lionel Messi du Barça se précise. C'est du moins ce que révèle cette bombe lancée par le TyC Sports.

D'après le média argentin, le prodige argentin a déjà informé la direction de la formation catalane, ce mardi, de sa décision quitter le club dès cet été. Et selon les révélations de TyC Sports, c'est par le biais d'un fax que le septuple Ballon d'or a avisé le club blaugrana. Si l'information se confirme, cette décision marquera le clap de fin d'une histoire qui aura duré 20 ans. Deux décennies durant laquelle le génie argentin a tout donné aux Blaugrana.



Lié au Barça jusqu'en 2021, Leo Messi compte activer sa clause de sortie unilatérale négociée lors de sa dernière prolongation pour valider son départ.

Mais si on se réfère aux termes du contrat, la clause est devenue nulle depuis 31 mai. L'Ar-

gentin était supposé activer cette clause avant le 1er juin pour la rendre recevable. Ce que la Pulga n'a pas fait. Le début d'un feuilleton qui s'annonce plus que passionnant.

Jean-Charles MAMBOU



Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquerez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel

Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

